



## Chaire en fiscalité et en finances publiques

# Bulletin de veille

7 mars 2017

### QUÉBEC/CANADA

#### CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

F. Delorme et L. Godbout, « *S'instruire, c'est s'enrichir : Le niveau de scolarité joue-t-il un rôle dans l'accès à la classe moyenne au Québec?* », 2 mars 2017, 28 p.

Il y a un lien significatif entre le niveau de scolarité et l'accès à la classe moyenne

Dans notre première étude, nous ne nous étions pas penchés sur les facteurs qui contribuent à l'accès à la classe moyenne. Notre objectif premier était alors de définir ses contours. Si la classe moyenne québécoise s'est agrandie entre 1976 et 2010, quand on considère le revenu après impôts et transferts (donc après intervention des gouvernements), l'analyse ne visait pas à identifier quelles mesures y ont le plus contribué. Toutefois, il est possible d'avancer certains éléments de réponses, notamment en ce qui a trait à l'avantage québécois par rapport à la moyenne canadienne. De 2000 à 2010, des réductions d'impôts et la mise en place ou la bonification de plusieurs prestations, tant au fédéral qu'au Québec, ont été appliquées. Même si les mesures fédérales de soutien sont les mêmes partout à travers le Canada, plusieurs d'entre elles sont réductibles au-delà d'un certain seuil de revenus. Comme le revenu médian québécois est plus faible que le niveau canadien,

ces mesures comptent plus en moyenne dans le revenu après impôts de la famille québécoise (Prestation fiscale canadienne pour enfants -remplacée depuis par l'Allocation canadienne pour enfants- et crédit pour la TPS, notamment). Des mesures sont aussi spécifiques au Québec et qui ne trouvent pas d'équivalent dans les autres provinces, notamment le crédit TVQ (remplacé depuis par le crédit solidarité), le crédit pour le soutien aux enfants et le crédit pour frais de garde d'enfants. Dans une étude récente, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) tentait de cerner la contribution des facteurs structurels agissant sur la répartition des revenus au Québec. Parmi ces facteurs, l'étude identifiait le niveau de scolarité et le type de famille (c.-à-d. monoparentale versus biparentale) comme étant les éléments les plus déterminants. C'est dans cette optique que nous avons voulu pousser plus loin notre étude originale en tentant de valider la contribution de l'éducation dans le degré de participation à la classe moyenne en 1976 et 2011 (année désormais disponible).

#### FINANCES QUÉBEC

Finances Québec, « *Un plan pour que l'économie québécoise soit davantage une économie de dirigeants* », 21 février 2017, 134 p.

La présence de sièges sociaux au Québec a des retombées économiques et fiscales majeures

Les ventes récentes de grandes entreprises québécoises à des intérêts hors Québec ont ramené à l'avant-plan l'enjeu du développement et de la pérennité des entreprises du Québec, et en particulier celui du maintien de leurs sièges sociaux à propriété québécoise.

Ces ventes ont signifié le transfert à des intérêts hors Québec d'entreprises jusque-là contrôlées par des entrepreneurs québécois. Elles ont ou auront comme impact le déplacement à l'extérieur du Québec de fonctions stratégiques auparavant sous la responsabilité du siège social québécois des entreprises concernées, au profit du siège social de l'acquéreur. [...]

La présence de sièges sociaux sur le territoire québécois et le contrôle des entreprises par des intérêts québécois sont deux enjeux renvoyant en fait au même objectif fondamental.

Il faut faire en sorte que le Québec soit davantage une « économie de dirigeants », c'est-à-dire une économie où existent des centres décisionnels stratégiques, avec tous les impacts que la présence de tels centres peut avoir directement et indirectement sur l'économie et plus largement sur l'ensemble de la société.

Le renforcement de l'économie québécoise en tant qu'« économie de dirigeants » est donc directement relié à la présence des sièges sociaux et au contrôle des entreprises par des intérêts québécois. Il dépend également de la capacité du Québec d'accueillir et de favoriser la présence de dirigeants sur son sol.

---

---

## INSTITUT C.D. HOWE

W. B. P. Robson, A. Laurin et R. Wyonch, « [Getting Real: A Shadow Federal Budget for 2017](#) », Février 2017, 32 p.

Recommandations prébudgétaires :  
mesures pour réduire le déficit  
budgétaire et stimuler l'économie

February 23, 2017 – Ottawa should set out a path back toward balance to inspire confidence among savers and investors, says the C.D. Howe Institute's annual Shadow Federal Budget. In "Getting Real: A Shadow Federal Budget for 2017," authors William B. P. Robson, Alexandre Laurin and Rosalie Wyonch show how the federal government

can cut the deficit while boosting economic growth and opportunities for Canadians.

Among the key recommendations for Finance Minister Morneau's second budget:

1. To set a credible path to balance, hold the line on transfers to other levels of government, contain Ottawa's own compensation costs and shrink or eliminate many tax expenditures, including the age credit, the LSVCC credit and some boutique credits;
  2. To encourage businesses to grow, replace preferential tax treatment for small businesses with temporary preferential treatment for young businesses;
  3. Foster equity-financed investment by establishing an allowance for corporate equity that relieves ordinary returns to capital from corporate income tax;
  4. Prioritize infrastructure projects Ottawa can drive on its own, and dispose of non-core assets such as airports;
  5. To encourage commercialization of R&D, establish a "Patent Box" to lower taxes on income from Canadian intellectual property;
  6. To make Canada more attractive to high earners, raise the threshold for the top personal tax rate from \$202,800 to \$402,800;
  7. To level the playing field for domestic sellers of digital content, require foreign sellers to remit tax on sales to Canadians;
  8. To reduce distortions and unclog the border, raise the minimum threshold for sales tax and customs duties levied on imports, and begin the phase-out of all import tariffs;
  9. To discourage the black market and leave room for provincial levies, apply only GST – no excise tax – to marijuana; and
  10. To help Canadians preparing for retirement and already retired, raise limits for RRSP and defined-contribution pension plan savers, and eliminate mandatory drawdowns from registered retirement income funds (RRIFs).
- 
-

## INSTITUT C.D. HOWE

W. B. P. Robson et A. Laurin, « [Hidden Spending: The Fiscal Impact of Federal Tax Concessions](#) », Février 2017, 24 p.

Budget fédéral : Le gouvernement doit identifier clairement les dépenses fiscales

February 16, 2017 – More than \$16 billion of annual “tax expenditures” never show up on the federal government’s books, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In “Hidden Spending: The Fiscal Impact of Federal Tax Concessions,” authors William B. P. Robson and Alexandre Laurin tally transfers delivered through the tax system that Ottawa should report as spending.

“Spending programs netted against taxes get less scrutiny than equivalent explicit spending would. So they often get a pass from legislators that a program might not,” commented Robson. “MPs and taxpayers would get a truer picture of Ottawa’s activities if these programs appeared as explicit spending in budgets, estimates, and the public accounts.”

Some of the 37 tax provisions in question include: the First-Time Home Buyers’ Tax Credit, the Labour-Sponsored Venture Capital Corporations Credit, the Political Contribution Tax Credit, the Age Credit, and the GST/ HST Credit.

The authors show that in the fiscal year 2015/16, putting these 37 provisions on the spending side of the ledger rather than deducting them from tax revenue reveals personal income taxes to be \$5.0 billion higher than reported, corporate income taxes \$2.3 billion higher than reported, and GST revenues \$9.1 billion higher than reported. Total revenue would have been \$16.4 billion higher, and spending would have been higher by the same amount.

The restated totals – \$311.9 in revenue, not the \$295.5 billion reported, and \$312.8 billion in spending, not the \$296.4 billion reported, more accurately reflect Ottawa’s impact on the Canadian economy.

Laurin concludes: “Reporting these outlays as spending rather than deducting them against tax

revenue would give Canadians much needed information about how much tax they pay, and what Ottawa does with their money.”

## INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

D. Green, W. Riddell et F. St-Hilaire, « [Income Inequality in Canada: Driving Forces, Outcomes and Policy](#) », 23 février 2017, 77 p.

Puisqu’une grande partie de l’augmentation des inégalités réside dans la forte augmentation des revenus supérieurs par rapport au reste de la population, une partie de la solution réside à taxer davantage ces revenus supérieurs et à introduire de nouveaux principes de gouvernance pour mieux encadrer la rémunération des chefs d’entreprises

This chapter was published in *Income Inequality: The Canadian Story*. It is the result of a two-year collaboration between the IRPP and the Canadian Labour Market and Skills Researcher Network (CLRSN). As part of this project, twenty-seven leading economists and experts in the field examine income inequality trends in Canada, the factors contributing to its marked increase since the early 1980s, and the role of policy in addressing the problem.



## ÉTATS-UNIS

### CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

R. Greenstein, R. Kogan et I. Shapiro, « [Low-Income Programs Not Driving Nation’s Long-Term Fiscal Problem](#) », 21 février 2017, 6 p.

Les dépenses de sécurité sociale en pourcentage du PIB aux États-Unis seront sous la moyenne des 40 dernières années en 2018 et ne sont donc pas la

## cause des problèmes fiscaux à long terme du pays

Programs assisting low and moderate-income people are not driving the nation's long-term fiscal problems, contrary to the assertions some policy-makers and analysts make. Lawmakers should bear this in mind as they consider proposals for deep cuts in this part of the budget.

Low-income program spending grew significantly between 2007 and 2010 in response to the severe recession, helping to mitigate its worst effects. But as a percent of the economy, federal spending on low-income programs other than health care has fallen considerably since then. Spending on low-income programs other than health care will fall below its 40-year average in 2018. Currently such spending, as a percent of gross domestic product (GDP), is below its level in the year before President Obama's inauguration and equals its average level over the past 40 years. New Congressional Budget Office (CBO) estimates indicate, moreover, that spending on low-income programs other than health care will fall below its 40-year average in 2018 and continue declining as a percent of GDP over the next decade.

## INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, « [Regressive and Loophole-Ridden: Issues with the House GOP Border Adjustment Tax Proposal](#) », 22 février 2017, 8 p.

Les républicains proposent une modification régressive et contraire aux traités internationaux à la manière de taxer les entreprises

In the summer of 2016, House Republicans released a blueprint for tax reform that is likely to be used as the starting point for major tax legislation in 2017.<sup>1</sup> One of the most radical provisions is a proposal to shift the corporate tax code from a residence-based to a destination-based system through applying a border adjustment on exports and imports. This proposal has major flaws that would make it a challenge to implement. Further, it is inherently regressive, rife with loopholes and would violate international agreements.

## TAX POLICY CENTER

L. Batchelder, E. Maag, C. Huang et al., « [Who Benefits from President Trump's Child Care Proposals?](#) », 27 février 2017, 23 p.

Les familles riches appelées à bénéficier des propositions de Donald Trump par rapport aux enfants

During the presidential campaign, Donald Trump proposed three new tax benefits related to child care – an expanded credit for low-income families, a deduction for higher income families, and a savings account. These proposals bring attention to the burden child care costs can place on low- and middle-income families. Our analysis finds that about 70 percent of benefits go to families with at least \$100,000 and 25 percent of benefits go to families with at least \$200,000. Very few benefits go to the lowest income families who are likely to struggle most with paying for child care.

## TAX POLICY CENTER

E. Toder, « [What is the Difference Between the Current Corporate Income Tax and a Destination-based Cash Flow Tax?](#) », 26 février 2017, 9 p.

Analyse du changement envisagé de base d'imposition aux États-Unis

This year, Congress will consider what may be the biggest tax bill in decades. This is one of a series of briefs the Tax Policy Center has prepared to help people follow the debate. Each focuses on a key tax policy issue that Congress and the Trump administration may address. This brief compares the current corporate income tax with a destination-based cash flow tax.



# INTERNATIONAL

## INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

C. Bellfied, C. Crawford et L. Sibieta, « [Long-run Comparisons of Spending Per Pupil Across Different Stages of Education](#) », 27 février 2017, 45 p.

Le portrait du financement de l'éducation au Royaume-Uni a beaucoup changé au cours des 25 dernières années, l'emphase étant maintenant mis sur le financement de l'éducation à l'enfance

Education spending is the second-largest element of public service spending in the UK behind health, representing about 4.5% of national income in 2015–16. The level of UK education spending has also risen significantly in real terms over time. Growth was particularly fast from the late 1990s through to the late 2000s, with real-terms growth averaging about 5% per year between 1998–99 and 2010–11. Education spending has since fallen in real terms as spending cuts began to take effect from 2010 onwards. Between 2010–11 and 2015–16, it has fallen by about 14% in real terms, taking it back to the same level it was in 2005–06 and a similar share of national income to that last seen through most of the 1990s.

Whilst important, trends in this headline measure of education spending beg further key questions. How is spending spread across different stages of education and how has this shifted over time? We know that policymakers have increasingly focused on the early years, that school spending has been prioritised both in years of spending increases and in years of cuts, and that there have been successive reforms to the higher education funding system. How have these reforms affected the balance of spending per pupil or student across different phases of education? These questions are a vital component of the education policy debate.

## RESOLUTION FOUNDATION

A. Corlett, « [As Time Goes By: Shifting Incomes and Inequality Between and Within Generations](#) », 13 février 2017, 46 p.

Les « milléniaux » sont la première génération à avoir des revenus plus bas que la génération précédente au même stade de leur vie

This is the Resolution Foundation's fourth report for the Intergenerational Commission, which over the course of 2017 will examine issues of intergenerational fairness and make recommendations to strengthen the intergenerational social contract. This paper, building on previous work on the *earnings* of different generations, examines household *income*. Specifically, it looks both at changes in income and changes in inequalities between and within different generations.

## RESOLUTION FOUNDATION

M. Whittaker, « [Economy Drive: Prospects and Priorities Ahead of the Last Spring Budget](#) », 28 février 2017, 54 p.

Les familles à faibles revenus feront face à une diminution de leurs revenus au cours des années à venir

Healthier-than-expected tax receipts, the absence of any immediate post-referendum slowdown in growth and measurement changes are set to lower borrowing forecasts at next week's Budget by £29bn between 2015-16 and 2020-21. Such a revision would leave borrowing projections for the remainder of the Parliament below those expected at Autumn Statement 2016, but still well above pre-referendum forecasts.

Despite having projected fiscal headroom of £31bn (or 1.4 per cent of GDP) by 2020-21, continued economic and fiscal uncertainties mean the Chancellor is likely to continue to steer a steady course towards gradual deficit reduction. But within the existing envelope, there remains significant scope for reform and radicalism in the Budget. In this note we consider the key structural challenges that the Chancellor should aim to tackle – from raising investment and productivity, to reforming the UK's shrinking tax base and addressing persistent disparities across generations, regions and income groups.

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement  
au Bulletin de veille et aux  
publications de la Chaire :**  
[cffp.adm@USherbrooke.ca](mailto:cffp.adm@USherbrooke.ca)

### **Équipe de rédaction**

*Recherche et sélection des articles :*  
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis  
Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

*Coordination, édition et révision :*  
Tommy Gagné-Dubé